L. 6827/1.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

Coordinations (2)

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre des Communications, le 10 septembre 1959, d'une demande d'avis sur un projet de loi "relative au transport rémunéré de choses par véhicules automobiles", a donné le 4 novembre 1959 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 10e september 1959 door de Minister van Verkeerswezen verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "betreffende het bezoldigd vervoer van zaken door middel van automobielen", heeft de 4e november 1959 het volgend advies gegeven :

La loi relative au transport rémunéré de choses par véhicules automobiles sera une loi-cadre. Elle prévoit les autorisations auxquelles les transports rémunérés de choses seront soumis et détermine, en en indiquant les limites, les conditions que le Roi pourra fixer en vue de l'obtention de ces autorisations. Elle charge ensuite le Roi d'organiser un accès progressif au libre exercice de la profession de transporteur. Elle règle, enfin, la répression des infractions à la loi et à ses arrêtés d'exécution.

A la suite d'un premier examen par le Conseil d'Etat, le Gouvernement a amendé certains articles du projet. Ce texte complet du projet, tel qu'il a été ainsi amendé, est reproduit en regard du texte proposé par le Conseil d'Etat en conclusion de son avis.

\+

\+ +

Les articles 1er, 2 et 3 gagneraient à être groupés en un seul. Cet article, tel qu'il est proposé, prévoit que, pour effectuer du transport rémunéré de choses, il faut être détenteur soit d'un certificat de transport à courte distance, soit d'une autorisation de transport national ou international.

\+

\+ +

.../...

Aux termes de l'article 4, les certificats de transport ainsi que les autorisations de transport international doivent être délivrés "sans limitation quant au nombre et à la charge utile des véhicules". Il découle de l'examen de cet article que les autorisations de transport national pourront être limitées quant au nombre et à la charge utile des véhicules. Or, il résulte de l'article 7, § 2, b, que l'autorisation de transport international ne pourra être délivrée pour des véhicules immatriculés en Belgique que pour autant que ceux-ci soient admis à faire des transports à l'intérieur du Royaume sous le couvert d'une autorisation de transport national. L'autorisation de transport internationl sera donc éventuellement limitée dans la même mesure que l'autorisation de transport national.

Les autorisations de transport international par véhicules immatriculés à l'étranger seront également limitées en vertu de l'article 7, § 3, 1°.

L'article 4, dans la mesure où il concerne les autorisations de transport international, est donc contraire au texte de l'article 7. Sa portée doit être limitée aux certificats de transport.

+

\+ +

.../...

L'article 5 du projet du Gouvernement établit les principes selon lesquels un accès graduel à la liberté en matière de transport rémunéré de choses sera organisé.

Cet article ne fait pas ressortir suffisamment que les autorisations de transport national seront de deux espèces :

1° Après avoir exercé sa profession pendant cinq ans au moins en étant détenteur d'un certificat de transport, le requérant pourra obtenir une autorisation de transport national. Celle-ci sera limitée à la charge utile maximum autorisée du véhicule qui a effectué des transports sous le couvert du certificat précité. Le nombre des autorisations de transport national que le requérant pourra obtenir sera lui-même limité. Chaque autorisation sera, en effet, délivrée en échange d'un certificat dont le requérant aura été titulaire pendant cinq ans.

2° Après avoir effectué des transports pendant dix ans au moins, sous le couvert d'une autorisation de transport national limitée, le requérant pourra obtenir des autorisations de transport national qui ne porteront aucune limitation quant à la charge utile maximum autorisée, si ce n'est celle que le service du contrôle technique fixe pour chaque véhicule. Le transporteur obtiendra le nombre d'autorisations qu'il demande.

.../...

Le texte proposé ci-après tend à faire ressortir plus clairement cette distinction entre les deux espèces d'autorisations de transport national.

\+

\+ +

L'article 6 prévoit implicitement deux "charges utiles maximum autorisées". L'une est établie, conformément à l'article 67 du Code du roulage, par les services du contrôle technique; l'autre est fixée par l'autorité qui délivre l'autorisation et il en est fait mention dans celle-ci. Selon les renseignements fournis par les délégués du Gouvernement, l'article 6, en précisant que la première charge utile maximum autorisée ne peut être supérieure à la seconde, oblige le service du contrôle technique à réduire éventuellement la charge utile qu'il a fixée. C'est à cette condition que le requérant obtiendra l'autorisation sollicitée.

L'article précise que la disposition relative à la charge utile maximum est applicable "même lorsque le véhicule est utilisé pour un transport non rémunéré de choses". Cette précision est superflue. En effet, l'autorisation ne sera accordée qu'à la condition que la charge utile maximum fixée par le service du contrôle technique corresponde à celle qui est mentionnée dans l'autorisation.

\+

\+ +

L'article 7 du projet du Gouvernement fixe les conditions auxquelles le Roi pourra subordonner la délivrance des certificats et des autorisations sans pouvoir, selon l'exposé des motifs, en aucune façon les aggraver. Il en résulte que les certificats et autorisations ne pourront être réfusés ou retirés que pour les motifs indiqués

Comme motif de refus ou de retrait d'un certificat ou d'une autorisation, l'article 7, § 1er, c, prévoit la condamnation "coulée en force de chose jugée" du chef d'infractions déterminées, "sauf réhabilitation ou condamnation conditionnelle".

Selon les renseignements fournis au Conseil d'Etat, il s'agit d'une condamnation qui n'est plus susceptible d'appel ou de pourvoi en cassation.

Le certificat ou l'autorisation ne pourra cependant être refusé ou retiré si le requérant a été réhabilité ou s'il est sous le coup d'une condamnation conditionnelle aussi longtemps qu'elle implique l'inexécution de la décision.

Le texte proposé ci-après fait mieux ressortir ces différents éléments.

A l'article 7, § 3, 1°, le projet prévoit que les autorisations de transport international pour véhicules immatriculés à l'étranger pourront être refusées ou retirées sur la "base des dispositions des accords intervenus entre administrations intéressées en matière d'octroi de semblables autorisations".

Le projet tend ainsi à consacrer des arrangements officieux intervenus entre les administrations des pays intéressés. Pour avoir force obligatoire, ces accords devraient être publiés. Il serait, en outre, préférable qu'à l'avenir ces accords soient conclus par le Roi ou par le Ministre qu'il désigne à cet effet.

\+

\+ \+

Parmi les prescriptions que le règlement général devra comporter, l'article 8, 2°, du projet du Gouvernement prévoit celles qui sont relatives à la "cession"des certificats et des autorisations. Selon les renseignements fournis au Conseil d'Etat, le Gouvernement envisage en réalité le transfert par acte entre vifs ou à cause de décès, des certificats et autorisations : le texte du Gouvernement a été modifié en conséquence.

\+

L'article 11, alinéa 2, du projet oblige le juge, en cas de récidive, de prononcer une peine qui "ne pourra être inférieure au double de la peine prononcée antérieurement du chef de la même infraction".

Cette disposition exclut l'application de l'article 85 du Code pénal relatif aux circonstances atténuantes, prévue à l'alinéa 3 de l'article 11. Elle ne tient pas compte de la gravité des infractions commises. Il en résulte que dans l'hypothèse où la première infraction était grave et a, dès lors, été sanctionnée d'une peine sévère, le juge sera obligé de prononcer le double de cette lourde peine, même si la nouvelle infraction est minime.

Le 2° du même article prévoit que "le juge pourra ordonner la confiscation temporaire ou définitive du véhicule s'il est la propriété de l'auteur de l'infraction ou de celui qui, sciemment, a confié son véhicule pour effectuer un transport de choses en infraction de la présente loi ou de ses arrêtés d'exécution".

Quoique la "confiscation temporaire" ait été prévue par l'article 18 de la loi du 1er juillet 1956 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs, il est préférable de prévoir "l'immobilisation temporaire du véhicule". Ces termes figurent à l'article 2, 12°, de la loi du 1er août 1899 portant revision de la législation et des règlements sur la police du roulage, modifiée par la loi du 15 avril 1958.

.../...

Il faudrait,en outre,que le juge détermine la durée de cette immobilisation temporaire du véhicule.

Quant à la confiscation du véhicule appartenant à la personne qui "sciemment" a confié celui-ci à l'auteur de l'infraction, il sera difficile d'établir, si ce n'est par un jugement le condamnant comme coauteur ou comme complice, qu'un tiers a prêté son véhicule en sachant qu'il servirait à commettre l'infraction.

Il est proposé, dès lors, de prévoir la confiscation du véhicule "s'il est la propriété de l'auteur de l'infraction, du coauteur ou du complice".

Aux termes du 3° du même article, "la loi du 31 mai 1888 sur la condamnation conditionnelle" n'est pas applicable aux infractions prévues par cet article. La loi précitée traite de la libération conditionnelle et de la condamnation conditionnelle. Or, l'intention du Gouvernement n'étant que d'exclure l'application de l'article 9 de la loi relatif à la condamnation conditionnelle, il y a lieu de modifier le texte en conséquence.

Le 4° du même article établit, au profit de la partie civile qui a obtenu des dommages-intérêts, un privilège "sur le véhicule, s'il est la propriété de l'auteur de l'infraction ou de celui qui, sciemment, a confié son véhicule pour effectuer un transport de choses en infraction de la présente loi ou de ses arrêtés d'exécution".

Le privilège est un droit que la qualité de la créance donne à un créancier d'être payé par préférence aux autres créanciers sur les biens de son débiteur.

Or, aux termes du projet, la partie civile à laquelle le juge a alloué des dommages-intérêts, bénéficierait d'un privilège sur le véhicule non seulement si ce véhicule est la propriété de son débiteur, c'est à dire de la personne qui a été condamnée à lui payer des dommages-intérêts, mais également si ce véhicule est la propriété d'un tiers, qui peut être étranger à la condamnation.

En fait, comme il a été dit ci-dessus, seule la condamnation de ce tiers comme coauteur ou complice pourra établir qu'il "a sciemment confié son véhicule" à l'auteur de l'infraction pour effectuer le transport délictueux. Il suffit, dès lors, de prévoir que les dommages-intérêts sont récupérables par privilège sur le véhicule de l'auteur de l'infraction, du coauteur ou du complice.

\+

\+ \+

Le Conseil d'Etat propose enfin de grouper les dispositions de l'article 11 en trois paragraphes. Le premier contient les dispositions générales relatives à la répression des infractions. Le second prévoit les règles spéciales à suivre "en cas de condamnation pour transport de choses effectué au moyen d'un véhicule pour lequel il n'a pas été délivré d'autorisation". Le troisième paragraphe, enfin, comporte les dérogations aux articles 43 (confiscation) et 56 (récidive) du Code pénal.

Le texte du projet de loi présenté ci-après tient compte des observations qui viennent d'être formulées. Il contient, en outre, plusieurs modifications de forme qui ne nécessitent aucun commentaire.

exte amendé du Gouvernement.

rticle 1er.-

Nul ne peut effectuer un ransport rémunéré de choses par oute à courte distance, au moyen 'un véhicule automobile ou à raction mécanique indépendante our lequel il n'a pas été délivré n certificat de transport.

rticle 2.-

Sans préjudice de l'article remier, nul ne peut effectuer un ransport rémunéré de choses par oute, exclusivement sur le terri- oire du Royaume, au moyen d'un éhicule automobile ou à traction écanique indépendante pour lequel l n'a pas été délivré une auto- isation de transport national.

rticle 3.-

Nul ne peut effectuer un trans- ort rémunéré de choses par route, ranchissant les frontières du oyaume, au moyen d'un véhicule utomobile ou à traction mécanique ndépendante pour lequel il n'a as été délivré une autorisation e transport international.

rticle 4.-

Sans préjudice des disposi- ions de l'article 7, les certi- icats de transport ainsi que les utorisations de transport inter- ational doivent être délivrés, ans limitation quant au nombre t à la charge utile des véhicules, tout demandeur, personne phy- ique ou morale.

Texte proposé par le Conseil d'Etat.

Article 1er.-

Nul ne peut effectuer des transports rémunérés de choses par route au moyen d'un véhicule auto- mobile ou à traction mécanique indépendante, s'il n'a été délivré spécialement pour ce véhicule :

- soit un certificat de transport pour les transports à courte distance;
- soit une autorisation de trans- port national si le véhicule est utilisé exclusivement à l'inté- rieur du Royaume;
- soit une autorisation de trans- port international si le véhicule est destiné à franchir les fron- tières du Royaume.

Le Roi détermine ce qu'il faut comprendre par "transport à courte distance".

Article 2.-

Les certificats de transport sont délivrés en nombre illimité à toute personne qui en fait la demande. Ils ne peuvent limiter la charge utile des véhicules qui en font l'objet.

.../...

Article 5.-

Sans préjudice des dispositions de l'article 7, les conditions de la délivrance des autorisations de transport national devront prévoir la possibilité pour le transporteur d'étendre graduellement ses activités et d'obtenir :

a) une autorisation de transport national valable pour le transport de toutes choses sur tout le territoire du Royaume, après cinq ans au moins d'activité professionnelle continue et régulière exercée comme titulaire d'un certificat de transport;

b) des autorisations de transport national valables pour le transport de toutes choses sur tout le territoire du Royaume, et sans limitation quant au nombre et à la charge utile des véhicules, après dix années au moins d'activité professionnelle continue et régulière exercée comme titulaire d'une autorisation de transport national valable pour le transport de toutes choses sur tout le territoire du Royaume.

Article 6.-

Lorsqu'une autorisation de transport a été délivrée pour un véhicule, la charge utile maximum autorisée de ce véhicule ne peut, même lorsque le véhicule est utilisé pour un transport non rémunéré de choses, être supérieure à celle mentionnée sur l'autorisation.

Article 3.-

S'il remplit les conditions prévues à l'article 5, le transporteur peut obtenir :

1° après cinq ans au moins d'activité professionnelle continue et régulière et pour chaque certificat de transport dont il a été titulaire pendant cette période, une autorisation de transport national valable pour le transport de toutes choses sur le territoire du Royaume.

Cette autorisation peut prévoir la réduction de la charge utile maximum autorisée du véhicule;

2° après dix ans au moins d'activité professionnelle continue et régulière comme titulaire de l'autorisation de transport national prévue au 1°, des autorisations de transport national en nombre illimité, valables pour le transport de toutes choses sur le territoire du Royaume.

Ces autorisations ne peuvent limiter la charge utile maximum autorisée des véhicules.

Article 4.-

La charge utile maximum autorisée d'un véhicule ne peut être supérieure à celle qui est mentionnée sur l'autorisation de transport.

.../...

Article 7.-

§ 1er. Le certificat de transport et l'autorisation de transport national peuvent être refusés ou retirés temporairement ou définitivement au demandeur ou au titulaire :

a) qui n'a pas ou qui n'a plus son principal siège d'opération en Belgique;

b) dont les capacités techniques ou financières sont ou deviennent notoirement insuffisantes;

c) qui a été condamné, en Belgique ou à l'étranger, par une décision judiciaire coulée en force de chose jugée pour une des infractions qualifiées aux chapitres I à V du titre III et aux chapitres I et II du titre IX du Livre II du Code pénal, ou pour une infraction aux dispositions de la présente loi ou de ses arrêtés d'exécution, sauf réhabilitation ou condamnation conditionnelle non rendue définitive.

§ 2. L'autorisation de transport international à effectuer au moyen d'un véhicule immatriculé en Belgique peut être refusée, ou retirée temporairement ou définitivement au demandeur ou au titulaire :

Article 5.-

§ 1er. Le certificat de transport et l'autorisation de transport national peuvent être soit refusés, soit retirés temporairement ou définitivement si le requérant ou le titulaire:

1° n'a pas ou n'a plus son principal siège d'opération en Belgique;

2° n'a pas ou n'a plus notoirement les capacités techniques ou financières suffisantes;

3° a été condamné en Belgique ou à l'étranger par une décision judiciaire ayant force de chose jugée pour une des infractions qualifiées au Livre II, titre III, Chapitres I à V, et titre IX , Chapitres I et II, du Code pénal, ou pour une infraction aux dispositions de la présente loi ou de ses arrêtés d'exécution.
Il n'est pas tenu compte :
a) des condamnations conditionnelles tant qu'elles impliquent l'inexécution de la décision;
b) des condamnations pour lesquelles l'intéressé a obtenu sa réhabilitation.

§ 2. L'autorisation de transport international à effectuer au moyen d'un véhicule immatriculé en Belgique peut être soit refusée, soit retirée temporairement ou définitivement si le requérant ou le titulaire :

.../...

a) pour un des motifs visés au paragraphe 1 du présent article;

b) qui n'est pas ou qui n'est plus titulaire d'une autorisation de transport national valable pour le transport de toutes choses sur tout le territoire du Royaume , délivrée pour ce véhicule;

c) qui ne satisfait pas ou qui ne satisfait plus aux conditions fixées en matière de compétence professionnelle.

§ 3.

1° L'autorisation de transport international à effectuer au moyen d'un véhicule immatriculé à l'étranger peut être refusée :

a) sur la base des dispositions des accords intervenus entre administrations intéressées en matière d'octroi de semblables autorisations;

b) en l'absence de tels accords.

2° L'autorisation de transport international à effectuer au moyen d'un véhicule immatriculé à l'étranger peut en outre être refusée, ou retirée temporairement ou définitivement au demandeur ou au titulaire :

1° se trouve dans un des cas prévus au § 1er;

2° n'est pas ou n'est plus titulaire d'une autorisation de transport national valable pour le transport de toutes choses sur le territoire du Royaume et délivrée pour ce véhicule;

3° ne satisfait pas ou ne satisfait plus aux conditions fixées en matière de compétence professionnelle.

§ 3.

1° L'autorisation de transport international à effectuer au moyen d'un véhicule immatriculé à l'étranger peut être refusée :

a) par application des accords que le Roi ou le Ministre qu'il désigne à cet effet conclut relativement à l'octroi de telles autorisations ou par application d'accords existants;

b) en l'absence de tels accords.

2° L'autorisation de transport international à effectuer au moyen d'un véhicule immatriculé à l'étranger peut, en outre, être soit refusée, soit retirée temporairement ou définitivement si le requérant ou le titulaire :

.../...

a) dont les capacités techniques ou financières sont ou deviennent notoirement insuffisantes;	a) n'a pas ou n'a plus notoirement les capacités techniques ou financières suffisantes;
b) qui a été condamné en Belgique ou à l'étranger , par une décision coulée en force de chose jugée pour une des infractions qualifiées aux chapitres I à V du titre III et aux chapitres I et II du titre IX du Livre II du Code pénal, ou pour une infraction aux dispositions de la présente loi ou de ses arrêtés d'exécution, sauf réhabilitation ou condamnation conditionnelle non rendue définitive;	b) a été condamné en Belgique ou à l'étranger, par une décision ayant force de chose jugée , pour une des infractions qualifiées au Livre II, titre III, Chapitres I à V , et titre IX, Chapitres I et II, du Code pénal, ou pour une infraction aux dispositions de la présente loi ou de ses arrêtés d'exécution. Il n'est pas tenu compte - des condamnations conditionnelles tant qu'elles impliquent l'inexécution de la décision; - des condamnations pour lesquelles l'intéressé a obtenu sa réhabilitation;
c) qui ne satisfait pas ou qui ne satisfait plus aux conditions fixées en matière de compétence professionnelle.	c)ne satisfait pas ou ne satisfait plus aux conditions fixées en matière de compétence professionnelle.
Article 8.-	Article 6.-
Le Roi arrête un règlement général pour l'exécution de la présente loi.	Le Roi arrête un règlement général pour l'exécution de la présente loi.

.../...

Ce règlement général détermine notamment :

1° les véhicules et les transports qui y sont soumis;

2° les prescriptions relatives à la portée, à la délivrance, au refus, à la validité, à la cession, au retrait, à la restitution et à la publicité de la délivrance, de la cession, du retrait ou de la restitution des certificats de transport et autorisations de transport;

3° la compétence professionnelle exigée des titulaires d'une autorisation de transport international; à cette fin, le Roi peut déléguer son pouvoir au Ministre;

4° les documents, signes distinctifs et inscriptions à apposer sur les véhicules.

Ce règlement général détermine notamment :

1° les véhicules et les transports qui y sont soumis;

2° les prescriptions relatives à la portée, à la délivrance, au refus, à la validité, au transfert, au retrait, à la restitution des certificats et autorisations de transport; à la publicité de leur délivrance, de leur transfert, de leur retrait ou de leur restitution;

3° la compétence professionnelle exigée des titulaires d'une autorisation de transport international; le Roi peut déléguer au Ministre le pouvoir de déterminer cette compétence;

4° les documents, signes distinctifs et inscriptions à apposer sur les véhicules.

.../...

Article 9.-

Le règlement général visé à l'article 8 pourra également déterminer :

1° les conditions techniques spéciales auxquelles doivent répondre les véhicules utilisés pour le transport rémunéré de choses;

2° les conditions d'utilisation du personnel de conduite de ces véhicules;

3° les conditions d'assurance auxquelles sont soumises les choses faisant l'objet d'un transport rémunéré;

4° les prescriptions en matière de prix, conditions et documents de transport rémunéré de choses; à cette fin, le Roi peut déléguer son pouvoir au Ministre;

5° les renseignements statistiques à fournir par les transporteurs rémunérés de choses; à cette fin, le Roi peut déléguer son pouvoir au Ministre;

6° les prescriptions relatives au respect par les transporteurs rémunérés de choses des conventions internationales en matière de circulation et de transports internationaux, tant en ce qui concerne le transport que le matériel;

Article 7.-

Le règlement général visé à l'article 6 pourra également déterminer :

1° les conditions techniques spéciales auxquelles doivent répondre les véhicules utilisés pour le transport rémunéré de choses;

2° les conditions d'utilisation du personnel de conduite de ces véhicules;

3° les conditions d'assurance auxquelles sont soumises les choses faisant l'objet d'un transport rémunéré;

4° les prescriptions en matière de prix, conditions et documents de transport rémunéré de choses;

5° les renseignements statistiques à fournir par les transporteurs;

6° les prescriptions relatives au respect par les transporteurs, des conventions internationales en matière de circulation et de transports internationaux, tant en ce qui concerne le transport que le matériel;

.../...

7° le taux des redevances à percevoir au profit de l'Etat ou des organismes agréés pour couvrir, en tout ou en partie, les frais d'administration, de contrôle ou de surveillance résultant de l'application de la présente loi ou des règlements pris en vertu de celle-ci, ou porter désignation du Ministre que le Roi délègue à cette fin.

Article 10.-

Le Roi arrête les dispositions transitoires à l'application de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution.

Les dispositions transitoires relatives à l'application de l'article 5 de la présente loi devront prévoir :

1° l'assimilation au certificat de transport visé au dit article, du certificat de transport délivré conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 9 mai 1936 portant le règlement général relatif aux transports de choses par véhicules automobiles;

2° l'assimilation au titulaire depuis cinq ans d'un certificat de transport visé au même article, du titulaire depuis trois ans d'une autorisation restreinte, délivrée conformément à l'article 11bis de l'arrêté royal du 9 mai 1936 précité;

7° le taux des redevances à percevoir au profit de l'Etat ou des organismes agréés pour couvrir, en tout ou en partie, les frais d'administration, de contrôle ou de surveillance résultant de l'application de la présente loi ou des règlements pris en vertu de celle-ci.

Le Roi peut déléguer au Ministre les pouvoirs qui lui sont conférés aux 4°, 5° et 7°.

Article 8.-

Le Roi arrête les dispositions transitoires à l'application de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution.

Les dispositions transitoires relatives à l'application de l'article 3 devront prévoir :

1° l'assimilation au certificat prévu à l'article 3, du certificat de transport délivré conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 9 mai 1936 portant le règlement général relatif aux transport de choses par véhicules automobiles;

2° l'assimilation au titulaire depuis cinq ans d'un certificat de transport prévu au même article, du titulaire depuis trois ans d'une autorisation restreinte, délivrée conformément à l'article 11bis de l'arrêté royal du 9 mai 1936;

.../...

3° l'assimilation à l'autorisation de transport national visée au même article, de l'autorisation valable pour le transport de toutes choses sur tout le territoire du Royaume, délivrée conformément à l'arrêté royal du 9 mai 1936 précité;	3° l'assimilation à l'autorisation de transport national prévue au même article, de l'autorisation valable pour le transport de toutes choses sur tout le territoire du Royaume, délivrée conformément à l'arrêté royal du 9 mai 1936;
4° l'assimilation de la Société nationale des chemins de fer belges à un transporteur réunissant les conditions requises par le littera b de cet article.	4° l'assimilation de la Société nationale des chemins de fer belges à un transporteur réunissant les conditions requises par l'article 3, 2°.
Article 11.-	Article 9.-
Les infractions à la présente loi et aux arrêtés pris en exécution de celle-ci sont punies d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de cinquante à dix mille francs ou d'une de ces peines seulement, sans préjudice des dommages-intérêts s'il y a lieu.	§ 1er. Les infractions à la présente loi et aux arrêtés pris en exécution de celle-ci sont punies d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de cinquante à dix mille francs ou d'une de ces peines seulement, sans préjudice des dommages-intérêts s'il y a lieu.
	Les juges de paix connaissent des infractions prévues par le présent article.
En cas de récidive dans les deux ans à partir de la condamnation, la peine ne pourra être inférieure au double de la peine prononcée antérieurement du chef de la même infraction.	
Le chapitre VII et l'article 85 du Code pénal sont applicables à ces infractions.	Les dispositions du livre Ier du Code pénal y compris le chapitre VII, et l'article 85, sont applicables à ces infractions.
Toutefois, en cas de condamnation pour transport de choses effectué au moyen d'un véhicule pour lequel il n'a pas été délivré d'autorisation de transport conformément aux dispositions de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution :	§ 2. Toutefois, en cas de condamnation pour transport rémunéré de choses effectué au moyen d'un véhicule pour lequel il n'a pas été délivré d'autorisation de transport conformément aux dispositions de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution :

.../...

1° la peine ne peut être inférieure aux peines correctionnelles;

2° le juge pourra ordonner la confiscation temporaire ou définitive du véhicule s'il est la propriété de l'auteur de l'infraction ou de celui qui, sciemment, a confié son véhicule pour effectuer un transport de choses en infraction de la présente loi ou de ses arrêtés d'exécution; en cas de confiscation temporaire, le juge indique le garage où le véhicule sera mis à la chaîne, aux frais et risques du propriétaire.

Toutefois, s'il s'agit d'un véhicule immatriculé en Belgique, le juge pourra ordonner, en lieu et place de la confiscation temporaire le retrait, pour la durée qu'il fixe, de la marque d'immatriculation du véhicule; dans ce cas, cette marque doit être restituée à l'autorité désignée par le Roi, dans les conditions et les délais qu'il détermine;

3° la procédure de transaction établie par l'article 166 du Code d'instruction criminelle et la loi du 31 mai 1888 sur la condamnation conditionnelle ne sont pas applicables;

1° la peine ne peut être inférieure aux peines correctionnelles;

2° le juge pourra ordonner la confiscation ou l'immobilisation temporaire du véhicule s'il est la propriété de l'auteur de l'infraction, du coauteur ou du complice; en cas d'immobilisation temporaire, le juge détermine la durée de celle-ci et indique le garage où le véhicule sera mis à la chaîne aux frais et risques du propriétaire.

Toutefois, s'il s'agit d'un véhicule immatriculé en Belgique, le juge pourra ordonner, en lieu et place de l'immobilisation temporaire, le retrait, pour la durée qu'il fixe, de la marque d'immatriculation du véhicule; dans ce cas, cette marque doit être restituée à l'autorité désignée par le Roi, dans les conditions et les délais qu'il détermine;

3° l'article 166 du Code d'instruction criminelle et l'article 9 de la loi du 31 mai 1888 établissant la libération conditionnelle et les condamnations conditionnelles dans le système pénal, modifiée par la loi du 14 novembre 1947, ne sont pas applicables;

.../...

4° celui au profit duquel une condamnation aux dommages-intérêts est prononcée a sur le véhicule, s'il est la propriété de l'auteur de l'infraction ou de celui qui, sciemment, a confié son véhicule pour effectuer un transport de choses en infraction de la présente loi ou de ses arrêtés d'exécution, un privilège qui prend rang immédiatement après celui visé au n° 5 de l'article 20 de la loi du 16 décembre 1851.

En dehors du cas prévu au 2° de l'alinéa précédent, le premier alinéa de l'article 43 du Code pénal n'est pas applicable aux infractions prévues par le présent article.

Les juges de paix connaissent des infractions prévues par le présent article.

4° les dommages-intérêts alloués à la partie civile sont privilégiés sur le véhicule qui a servi à commettre l'infraction quand la propriété en appartient à l'auteur de l'infraction, au coauteur ou au complice. Ce privilège prend rang immédiatement après celui qui est prévu à l'article 20, 5°, de la loi du 16 décembre 1851.

§ 3. Par dérogation à l'article 43, premier alinéa, du Code pénal, la confiscation du véhicule ne pourra être prononcée pour infraction à la présente loi que dans le cas déterminé au 2° du présent article.

Par dérogation à l'article 56 du Code pénal, la peine ne pourra, en cas de récidive dans les deux ans à partir de la condamnation, être inférieure au double de la peine prononcée antérieurement du chef de la même infraction.

Article 12.-

§ 1er. Le Roi désigne les fonctionnaires et agents qui, outre les officiers de police judiciaire, sont chargés de surveiller l'exécution de la présente loi et des arrêtés pris en vertu de celle-ci.

Les agents qualifiés constatent les infractions par des procès-verbaux faisant foi jusqu'à preuve contraire et dont une copie est adressée aux délinquants dans les cinq jours de la constatation des infractions.

Article 10.-

§ 1er. Le Roi désigne les fonctionnaires et agents de l'autorité qui, outre les officiers de police judiciaire, sont chargés de surveiller l'exécution de la présente loi et des arrêtés pris en vertu de celle-ci.

Les agents qualifiés constatent les infractions par des procès-verbaux faisant foi jusqu'à preuve contraire. Copie des procès-verbaux est adressée aux délinquants dans les cinq jours de la constatation des infractions.

.../...

§ 2. Les agents qualifiés ont accès à tout véhicule soumis aux dispositions de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution, à l'exception des véhicules construits exclusivement pour le transport de personnes.

§ 3. Sur réquisition des agents qualifiés, les transporteurs de choses au moyen de véhicules qui n'ont pas fait l'objet de la délivrance d'un certificat ou d'une autorisation de transport et qui n'en sont pas exonérés conformément à la présente loi et à ses arrêtés d'exécution, sont tenus d'apporter la preuve que les choses transportées sont leur propriété ou font l'objet de leur commerce, de leur industrie ou de leur exploitation.

§ 4. En cas d'infraction dûment constatée, les agents qualifiés peuvent procéder, aux frais et risques du propriétaire, à la saisie du véhicule ayant servi à la commettre.

§ 5. Les agents qualifiés peuvent obliger les conducteurs à décharger leur véhicule de l'excédent de poids constaté par rapport à la charge utile maximum autorisée.

En cas de doute sur le poids du chargement, les agents qualifiés peuvent opérer toute vérification utile et le conducteur est tenu d'y coopérer, sans que cette vérification puisse occasionner un retard de plus de deux heures.

§ 2. Les agents qualifiés ont accès à tout véhicule soumis aux dispositions de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution, à l'exception des véhicules construits exclusivement pour le transport de personnes mais employés au transport rémunéré de choses.

§ 3. Les transporteurs de choses au moyen de véhicules qui n'ont pas fait l'objet de la délivrance d'un certificat ou d'une autorisation de transport et qui n'en sont pas exonérés conformément à la présente loi et à ses arrêtés d'exécution, sont tenus, sur réquisition des agents qualifiés, d'apporter la preuve que les choses transportées sont leur propriété ou font l'objet de leur commerce, de leur industrie ou de leur exploitation.

§ 4. En cas d'infraction dûment constatée, les agents qualifiés peuvent procéder, aux frais et risques du propriétaire, à la saisie du véhicule ayant servi à la commettre.

§ 5. Les agents qualifiés peuvent obliger les conducteurs à décharger leur véhicule de l'excédent de poids constaté par rapport à la charge utile maximum autorisée.

En cas de doute sur le poids du chargement, les agents qualifiés peuvent opérer toute vérification utile et le conducteur est tenu d'y coopérer sans que cette vérification puisse occasionner un retard de plus de deux heures.

.../...

En cas de refus du conducteur de permettre la vérification, d'y coopérer ou de décharger le véhicule de l'excédent de poids constaté, le véhicule est retenu aux frais et risques du délinquant.

§ 6. Les membres de la gendarmerie et de la police doivent prêter main-forte aux agents qualifiés.

Article 13.-

Sont abrogés :

1° l'arrêté royal n°248 du 5 mars 1936 portant réglementation des transports de choses par véhicules automobiles, modifié par l'arrêté-loi du 14 février 1946 et par la loi du 20 décembre 1957;

2° l'arrêté royal du 9 mai 1936 portant le règlement général relatif aux transports de choses par véhicules automobiles , modifié par l'arrêté du Régent du 5 février 1946 et par les arrêtés royaux des 12 mai 1951, 20 juillet 1954, 31 octobre 1957 et 21 novembre 1958.

Article 14.-

La présente loi sera mise en vigueur par arrêté royal au plus tard le 1er janvier 1961.

Donné à

PAR LE ROI :

Le Ministre des Communications,

En cas de refus du conducteur de permettre la vérification, d'y coopérer ou de décharger le véhicule de l'excédent de poids constaté, le véhicule est retenu aux frais et risques du délinquant.

§ 6. Les membres de la gendarmerie et de la police doivent prêter main-forte aux agents qualifiés.

Article 11.-

Sont abrogés :

1° l'arrêté royal n° 248 du 5 mars 1936 portant réglementation des transports de choses par véhicules automobiles, modifié par l'arrêté-loi du 14 février 1946 et par la loi du 20 décembre 1957;

2°l'arrêté royal du 9 mai 1936 portant le règlement général relatif aux transports de choses par véhicules automobiles, modifié par l'arrêté du Régent du 5 février 1946 et par les arrêtés royaux des 12 mai 1951, 20 juillet 1954, 31 octobre 1957 et 21 novembre 1958.

Article 12.-

La présente loi entre en vigueur le 1er janvier 1961.

Le Roi peut la mettre en vigueur à une date antérieure.

Donné à

PAR LE ROI :

Le Ministre des Communications,

De wet betreffende het vervoer van zaken met motorvoertuigen tegen vergoeding wordt een kaderwet. Zij bepaalt welke vergunningen hij die tegen vergoeding zaken wil vervoeren, moet bezitten en welke, door haar begrensde voorwaarden de Koning aan het verkrijgen van die vergunningen kan verbinden. Zij belast de Koning met het organiseren van de geleidelijke toelating tot de vrije uitoefening van het beroep van vervoerder. Tenslotte regelt zij de bestraffing van overtredingen van de wet en van de besluiten tot uitvoering ervan.

Na een eerste onderzoek door de Raad van State heeft de Regering een aantal artikelen van het ontwerp geamendeerd. De volledige, aldus geamendeerde tekst van het ontwerp is achter in dit advies overgenomen, naast de tekst die de Raad zelf voorstelt.

\+

\+ \+

Van de artikelen 1, 2 en 3 kan beter één artikel worden gemaakt. Zoals dit hierna wordt voorgesteld, bepaalt dit, dat hij die vervoer van zaken tegen vergoeding wil verrichten, houder moet zijn van een vervoerbewijs over korte afstand dan wel van een vergunning voor nationaal of internationaal vervoer.

\+

\+ \+

.../...

Luidens artikel 4, moeten vervoerbewijzen en vergunningen voor internationaal vervoer worden afgegeven "zonder beperking van het aantal en van het nuttig laadvermogen van de voertuigen". De economie van dit artikel brengt mede, dat op vergunningen voor nationaal vervoer beperking ter zake van het getal en het nuttig laadvermogen der voertuigen mogelijk zal zijn. Uit artikel 7, § 2, b, blijkt echter, dat vergunningen voor internationaal vervoer met in België ingeschreven voertuigen slechts mogen worden afgegeven, voor zover die voertuigen een vergunning voor nationaal vervoer hebben, om dus over het grondgebied van het Rijk vervoer te verrichten. Eventueel zal de vergunning voor internationaal vervoer derhalve in dezelfde mate als de vergunning voor nationaal vervoer worden beperkt.

Ook op vergunningen voor internationaal vervoer met buitenslands ingeschreven voertuigen zal krachtens artikel 7, § 3, 1°, beperkingen worden gelegd.

Artikel 4 is dus, in zover het vergunningen voor internationaal vervoer betreft, in strijd met de tekst van artikel 7. De werkingssfeer ervan dient dan ook tot de vervoerbewijzen te worden beperkt.

\+

\+ \+

.../...

Artikel 5 van het Regeringsontwerp stelt de beginselen volgens welke een geleidelijke toelating tot de vrijheid inzake vervoer van zaken tegen vergoeding zal worden georganiseerd.

Uit dit artikel blijkt niet voldoende, dat twee soorten vergunningen voor nationaal vervoer in het vooruitzicht worden gesteld :

1° Na tenminste vijf jaar lang als houder van een vervoerbewijs zijn beroep te hebben uitgeoefend, kan de aanvrager een vergunning voor nationaal vervoer krijgen. Deze is beperkt tot het hoogste toegelaten nuttig laadvermogen van het voertuig dat met evengenoemd bewijs vervoer heeft verricht. Beperkt is ook het aantal vergunningen voor nationaal vervoer dat een aanvrager kan krijgen. Elke vergunning wordt immers afgegeven in ruil voor een bewijs waarvan de aanvrager vijf jaar lang houder is geweest.

2° Na tenminste tien jaar lang vervoer te hebben verricht, met een beperkte vergunning voor nationaal vervoer, kan de aanvrager vergunningen voor nationaal vervoer krijgen die op het hoogste toegelaten nuttig laadvermogen geen beperking zullen leggen, behalve die welke de dienst technische controle voor elk voertuig vaststelt. De vervoerder krijgt zoveel vergunningen als hij aanvraagt.

.../...

De hierna voorgestelde tekst beoogt dit onderscheid tussen beide soorten van vergunningen voor nationaal vervoer beter te doen uitkomen.

+

+ +

Artikel 6 kent impliciet twee "hoogste toegelaten nuttige laadvermogens". Het ene wordt, overeenkomstig artikel 67 van het wegverkeersreglement, vastgesteld door de diensten voor technische controle; het andere wordt bepaald door de overheid die de vergunning afgeeft en in deze vergunning wordt daarvan melding gemaakt. Waar artikel 6 zegt dat het eerste niet hoger mag zijn dan de tweede, verplicht het, volgens inlichtingen van de gemachtigden van de Regering, de dienst voor technische controle het nuttig laadvermogen dat hij heeft vastgesteld eventueel te verminderen. Op die voorwaarde krijgt de aanvrager de gevraagde vergunning.

Het artikel zegt nog, dat de bepaling betreffende het hoogste nuttig laadvermogen toepassing vindt "ook al wordt het voertuig gebruikt voor een niet bezoldigd vervoer van zaken". Dit is een overbodige bijzonderheid, want de vergunning wordt slechts toegekend op voorwaarde dat het door de dienst technische controle vastgestelde hoogste nuttig laadvermogen met het in de vergunning vermelde overeenstemt.

+

+ +

Artikel 7 van het Regeringsontwerp bepaalt de voorwaarden welke de Koning aan de afgifte van bewijzen en vergunningen kan verbinden zonder ze, aldus de memorie

.../...

van toelichting, "enigszins te kunnen bezwaren". Alleen om de in het artikel aangegeven redenen kunnen bewijzen en vergunningen dus worden geweigerd of ingetrokken.

Als reden voor weigering of intrekking van een bewijs of vergunning vermeldt artikel 7, § 1, c, de "in kracht van gewijsde gegane veroordeling" voor bepaalde misdrijven,"behalve eerherstel of voorwaardelijke veroordeling".

Volgens de aan de Raad van State verstrekte uitleg gaat het hier om een veroordeling die niet meer vatbaar is voor hoger beroep of voorziening in cassatie.

Het bewijs of de vergunning kan echter niet worden geweigerd of ingetrokken, als de aanvrager in eer is hersteld of als hij een voorwaardelijke veroordeling heeft opgelopen, zolang deze de niet-uitvoering van de beslissing impliceert.

Al deze gegevens komen in de hierna voorgestelde tekst beter tot uiting.

In artikel 7, § 3, 1°, bepaalt het ontwerp, dat vergunningen voor internationaal vervoer met buitenslands ingeschreven voertuigen geweigerd of ingetrokken kunnen worden "krachtens de onder de betrokken administraties inzake de toekenning van zodanige vergunningen gesloten overeenkomsten".

Daarmee strekt het ontwerp tot bekrachtiging van officieuze overeenkomsten tussen administraties. Om bindend te zijn, zouden zulke overeenkomsten moeten worden bekendgemaakt. Het ware bovendien verkieslijk, dat ze

.../...

voortaan werden gesloten door de Koning of door de Minister die hij te dien einde aanwijst.

\+

\+ +

Onder de voorschriften welke het Algemeen Reglement zal moeten bevatten, noemt artikel 8, 2°, van het Regeringsontwerp de voorschriften betreffende de "cessie" van bewijzen en vergunningen. Volgens aan de Raad van State verstrekte inlichtingen denkt de Regering hier eigenlijk aan de overdracht van bewijzen of vergunningen bij akte onder de levenden of wegens overlijden. De tekst van de Regering werd in die zin gewijzigd.

\+

\+ +

Artikel 11, tweede lid, van het ontwerp verplicht de rechter, in geval van herhaling, een straf uit te spreken die niet "kleiner mag zijn dan het dubbele van de vroeger wegens dezelfde overtreding opgelegde straf".

Met dit voorschrift wordt het onmogelijk, artikel 85, van het Strafwetboek, betreffende de verzachtende omstandigheden, in toepassing te brengen, zoals het derde lid van artikel 11 bepaalt. Op de ernst van de begane misdrijven wordt hier niet gelet. Gesteld dus dat het eerste misdrijf ernstig was en dan ook streng werd gestraft, zal de rechter verplicht zijn het dubbele van die zware straf uit te spreken, ook al is het nieuwe misdrijf onbetekenend.

Onder 2° zegt hetzelfde artikel, dat "de rechter de voorlopige of definitieve verbeurdverklaring mag bevelen van het voertuig indien het eigendom is van de over-

.../...

treder of van degene die, willens en wetens, zijn voertuig heeft afgestaan voor het vervoeren van zaken in overtreding van deze wet of van de uitvoeringsbesluiten ervan".

Ofschoon van "voorlopige verbeurdverklaring" sprake is in artikel 18 van de wet van 1 juli 1956 betreffende de verplichte aansprakelijkheidsverzekering inzake motorrijtuigen, ware het beter te spreken van "tijdelijke oplegging van het voertuig". Dit zijn de termen van artikel 2, 12°,van de wet van 1 augustus 1899 houdende herziening van de wetgeving en van de reglementen op de politie van het vervoer, gewijzigd bij de wet van 15 april 1958.

Bovendien zou de rechter ook de duur van deze tijdelijke oplegging van het voertuig moeten vaststellen.

Ter zake van de verbeurdverklaring van het voertuig dat toebehoort aan hem die dit "willens en wetens" aan de dader van het misdrijf heeft afgestaan, zal het moeilijk zijn anders dan bij een vonnis dat hem als mededader of als medeplichtige veroordeelt, vast te stellen dat een derde zijn voertuig heeft geleend, wetend dat het tot het plegen van het misdrijf zou dienen.

Daarom wordt voorgesteld te bepalen, dat het voertuig verbeurd wordt verklaard "indien het eigendom is van de dader, mededader of medeplichtige van het misdrijf".

.../...

Luidens 3° van hetzelfde artikel "is de wet van 31 mei 1888 op de voorwaardelijke veroordeling" niet toepasselijk op in dit artikel bedoelde misdrijven. Evengenoemde wet handelt over voorwaardelijke invrijheidstelling en voorwaardelijke veroordeling. De Regering wil echter niets anders dan de toepassing van artikel 9 van de wet betreffende de voorwaardelijke veroordeling uitsluiten. De tekst ware dienovereenkomstig te wijzigen.

Onder 4° voert hetzelfde artikel ten gunste van de burgerlijke partij aan wie schadevergoeding is toegekend, een voorrecht in "op het voertuig indien het eigendom is van de overtreder of van wie, willens en wetens, zijn voertuig heeft afgestaan voor het vervoeren van zaken in overtreding van deze wet of van de uitvoeringsbesluiten ervan".

Het voorrecht is een recht, hetwelk een zodanige schuldvordering veronderstelt, dat een schuldeiser bij voorrang boven andere schuldeisers uit de goederen van zijn schuldenaar kan worden betaald. Luidens het ontwerp echter zou de burgerlijke partij waaraan de rechter schadevergoeding heeft toegekend, een voorrecht genieten op het voertuig, niet alleen als dit eigendom is van zijn schuldenaar, dit wil zeggen van degene die tot het betalen van schadevergoeding werd veroordeeld, maar ook als het eigendom is van een derde die niets met de veroordeling te maken kan hebben.

.../...

In feite kan, zoals hiervoren werd gezegd, alleen de veroordeling van deze derde als mededader of als medeplichtige aantonen, dat hij "zijn voertuig willens en wetens" aan de dader van het misdrijf "heeft afgestaan" om het strafbare vervoer te verrichten. Het is dus voldoende te bepalen, dat de schadevergoeding bij voorrang verhaald kan worden op het voertuig van de dader, mededader of medeplichtige van het misdrijf.

\+

\+ +

Ten slotte stelt de Raad van State voor, de bepalingen van artikel 11 over drie paragrafen te verdelen. De eerste bevat de algemene bepalingen betreffende de bestraffing van misdrijven. De tweede stelt de bijzondere regelen die in acht zijn te nemen "bij veroordeling wegens vervoer van zaken verricht met een voertuig waarvoor geen vervoervergunning is afgegeven". De derde paragraaf bevat de afwijkingen op de artikelen 43 (verbeurdverklaring) en 56 (herhaling) van het Strafwetboek.

In de hierna aanbevolen tekst van het wetsontwerp is met al het zoëven opgemerkte rekening gehouden. Ook zijn een aantal vormwijzigingen aangebracht, die geen commentaar behoeven.

.../...

Tekst door de Regering geamendeerd.

Wetsontwerp betreffende het bezoldigd vervoer van zaken door middel van automobielen.

Tekst voorgesteld door de Raad van State.

Ontwerp van wet betreffende het vervoer van zaken met motorvoertuigen tegen vergoeding.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Op de voordracht van Onze Minister van Verkeerswezen,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Onze Minister van Verkeerswezen is gelast in Onze Naam, bij de wetgevende kamers, het ontwerp van wet te onderwerpen, waarvan de tekst volgt :

Artikel één.-

Niemand mag over de weg bezoldigd vervoer van zaken op korte afstand verrichten, met behulp van een motorrijtuig of een voertuig met afzonderlijke mechanische trekkracht waarvoor een vervoerbewijs werd afgeleverd.

Artikel 2.-

Onverminderd artikel 1, mag niemand over de weg bezoldigd vervoer van zaken, uitsluitend op het grondgebied van het Rijk verrichten, met behulp van een motorrijtuig of een voertuig met afzonderlijke mechanische trekkracht waarvoor geen machtiging voor nationaal vervoer werd afgeleverd.

Artikel 3.-

Niemand mag over de weg bezoldigd vervoer van zaken, dat de grend van het Rijk overschrijdt,

Onze Minister van Verkeerswezen is gelast in Onze naam bij de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet in te dienen, waarvan de tekst volgt :

Artikel 1.-

Niemand mag tegen vergoeding vervoer van zaken over de weg verrichten met een motorvoertuig of met een door afzonderlijke mechanische kracht voortbewogen voertuig, tenzij speciaal voor dit voertuig werd afgegeven :

- hetzij een vervoerbewijs, voor vervoer over korte afstand ;
- hetzij een vergunning voor nationaal vervoer, als het voertuig uitsluitend binnen het Rijk wordt gebruikt ;
- hetzij een vergunning voor internationaal vervoer, als het voertuig bestemd is om 's Rijks grenzen te overschrijden.

De Koning bepaalt wat onder "vervoer over korte afstand"moet worden verstaan.

verrichten met behulp van een motorrijtuig of een voertuig met afzonderlijke mechanische trekkracht waarvoor geen machtiging voor internationaal vervoer werd afgeleverd.

Artikel 4.-

Onverminderd de bepalingen van artikel 7 moeten de vervoerbewijzen evenals de machtigingen voor internationaal vervoer afgeleverd worden zonder beperking van het aantal en van het nuttig laadvermogen van de voertuigen, aan iedere aanvrager, natuurlijke- of rechtspersoon.

Artikel 5.-

Onverminderd de bepalingen van artikel 7, moeten de voorwaarden van de aflevering van de machtigingen voor nationaal vervoer de mogelijkheid voorzien voor de vervoerder om geleidelijk zijn activiteiten uit te breiden en in het bezit te komen van :

a) een machtiging voor nationaal vervoer geldig voor het vervoer van alle zaken over gans het grondgebied van het Rijk, na ten minste vijf jaar doorlopende en regelmatige beroepsactiviteit uitgeoefend als titularis van een vervoerbewijs ;

b) machtigingen voor nationaal vervoer geldig voor het vervoer van alle zaken over gans het grondgebied van het Rijk en zonder beperking van het aantal en het nuttig laadvermogen van de voertuigen, na ten minste 10 jaar doorlopende en regelmatige beroepsactiviteit

Artikel 2.-

Vervoerbewijzen worden in onbeperkten getale afgegeven aan al wie er om vraagt. Zij mogen geen beperking leggen op het nuttig laadvermogen van de voertuigen waarvoor ze dienen.

Artikel 3.-

De vervoerder die aan de bij artikel 5 voorgeschreven vereisten voldoet, kan bekomen :

1° na ten minste vijf jaar doorlopende en regelmatige beroepsarbeid en voor elk vervoerbewijs waarvan hij in deze periode houder is geweest, een vergunning voor nationaal vervoer die geldig is voor het vervoer van alle zaken op 's Rijks grondgebied.

Deze vergunning kan inhouden dat het hoogste toegelaten nuttig laadvermogen van het voertuig wordt verlaagd;

2° na ten minste tien jaar doorlopende en regelmatige beroepsarbeid als houder van de onder 1° genoemde vergunning voor nationaal vervoer, vergunningen voor nationaal vervoer in onbeperkten getale, die geldig zijn voor het vervoer van alle zaken op 's Rijks grondgebied.

uitgeoefend als titularis van een machtiging voor nationaal vervoer geldig voor het vervoer van alle zaken over gans het grondgebied van het Rijk.

Artikel 6.-

Wanneer een vervoermachtiging afgeleverd werd voor een voertuig mag, ook al wordt het voertuig gebruikt voor een niet bezoldigd vervoer van zaken, het hoogste toegelaten nuttig laadvermogen ditgene niet te boven gaan dat eventueel op de machtiging is vermeld.

Artikel 7.-

§ 1. Het vervoerbewijs en de machtiging voor nationaal vervoer kunnen geweigerd, of tijdelijk of definitief ontnomen worden aan de aanvrager of titularis :

a) die zijn voornaamste bedrijfszetel niet of niet meer in België heeft ;

b) wiens technische of financiële capaciteiten klaarblijkelijk ontoereikend zijn of worden ;

c) die in België of in het buitenland door een in kracht van gewijsde gegane beslissing veroordeeld werd voor een van de overtredingen bepaald in de hoofdstukken I tot V van titel III en in de

Deze vergunningen mogen geen beperking leggen op het hoogste toegelaten nuttig laadvermogen van de voertuigen.

Artikel 4.-

Het hoogste toegelaten nuttig laadvermogen van een voertuig mag niet hoger liggen dan op de vervoervergunning is vermeld.

Artikel 5.-

§ 1. Het vervoerbewijs en de vergunning voor nationaal vervoer kunnen geweigerd, dan wel tijdelijk of blijvend worden ingetrokken als de aanvrager of de houder :

1° de hoofdzetel van zijn bedrijf niet of niet meer in België heeft ;

2° klaarblijkelijk niet of niet meer over toereikende technische of financiële middelen beschikt ;

3° in België of in het buitenland door een in kracht van gewijsde gegane rechterlijke beslissing veroordeeld werd wegens een van de misdrijven omschreven in boek II, titel III, hoofdstukken I tot V,

.../...

hoofdstukken I en II van titel IX van Boek II van het Strafwetboek, of voor een overtreding van de bepalingen van deze wet of van de ter uitvoering ervan genomen besluiten, behalve eerherstel of niet definitief gemaakte voorwaardelijke veroordeling.

en titel IX, hoofdstukken I en II, van het Strafwetboek, dan wel wegens overtreding van het bepaalde in deze wet of in de besluiten tot uitvoering ervan.

Geen rekening wordt gehouden met :

a) voorwaardelijke veroordelingen in zover zij niet-uitvoering van de beslissing impliceren ;

b) veroordelingen waarvoor de betrokkene eerherstel heeft verkregen.

§ 2. De machtiging voor internationaal vervoer te verrichten met een in België ingeschreven voertuig kan geweigerd, of tijdelijk of definitief ontnomen worden aan de aanvrager of titularis :

a) voor een van de onder paragraaf 1 van dit artikel opgesomde redenen ;

b) die niet of niet meer titularis is van een voor dat voertuig afgeleverde machtiging voor nationaal vervoer geldig voor het vervoer van alle zaken over gans het grondgebied van het Rijk ;

c) die niet of niet meer voldoet aan de voorwaarden opgelegd inzake beroepsbekwaamheid.

§ 3.

1° De machtiging voor internationaal vervoer te verrichten met een in het buitenland ingeschreven voertuig kan worden geweigerd :

§ 2. De vergunning voor internationaal vervoer, te verrichten met een in België ingeschreven voertuig, kan geweigerd dan wel tijdelijk of blijvend worden ingetrokken als de aanvrager of houder :

1° in een van de gevallen van § 1 verkeert ;

2° geen houder is of meer is van een op dat voertuig afgegeven vergunning voor nationaal vervoer, die geldig is voor het vervoer van alle zaken over 's Rijks grondgebied ;

3° die niet of niet meer voldoet aan de voorwaarden gesteld inzake vakbekwaamheid.

§ 3.

1° De vergunning voor internationaal vervoer, te verrichten met een in het buitenland ingeschreven voertuig, kan worden geweigerd :

.../...

a) krachtens de onder de betrokken administraties inzake de toekenning van zodanige machtigingen gesloten overeenkomsten;

b) bij ontstentenis van zodanige overeenkomsten.

2° De machtiging voor internationaal vervoer te verrichten met een in het buitenland ingeschreven voertuig kan bovendien geweigerd, of tijdelijk of definitief ontnomen worden aan de aanvrager of titularis :

a) wiens technische of financiële capaciteiten klaarblijkelijk ontoereikend zijn of worden ;

b) die in België of in het buitenland door een in kracht van gewijsde gegane beslissing veroordeeld werd voor een van de overtredingen bepaald in de hoofdstukken I tot V van titel III en in de hoofdstukken I en II van titel IX van boek II van het Strafwetboek, of voor een overtreding van de bepalingen van deze wet of van de ter uitvoering ervan genomen besluiten, behalve eerherstel of niet definitief gemaakte voorwaardelijke veroordeling ;

a) bij toepassing van akkoorden die de Koning of de door hem daartoe aangewezen Minister sluit betreffende het verlenen van zodanige vergunningen, of bij toepassing van bestaande akkoorden ;

b) bij ontstentenis van zodanige akkoorden.

2° De vergunning voor internationaal vervoer, te verrichten met een in het buitenland ingeschreven voertuig, kan bovendien geweigerd, dan wel tijdelijk of blijvend worden ingetrokken als de aanvrager of houder :

a) klaarblijkelijk niet of niet meer over toereikende technische of financiële middelen beschikt ;

b) in België of in het buitenland door een in kracht van gewijsde gegane gerechtelijke beslissing veroordeeld werd wegens een van de misdrijven omschreven in boek II, titel III, hoofdstukken I tot V, en titel IX, hoofdstukken I en II, van het Strafwetboek, dan wel wegens overtreding van het bepaalde in deze wet of in de besluiten tot uitvoering ervan.

Geen rekening wordt gehouden met :

- voorwaardelijke veroordelingen in zover zij niet-uitvoering van de beslissing impliceren ;
- veroordelingen waarvoor de betrokkene eerherstel heeft verkregen;

.../...

c) die niet of niet meer voldoet aan de voorwaarden opgelegd inzake beroepsbekwaamheid.

Artikel 8.-

Een algemeen reglement voor de uitvoering van deze wet wordt door de Koning vastgesteld.

Dit algemeen reglement bepaalt inzonderheid :

1° de voertuigen en het vervoer die eraan onderworpen zijn;

2° de voorschriften betreffende de draagwijdte, de aflevering, de weigering, de geldigheid, de cessie, de intrekking, de restitutie en de bekendmaking van de aflevering, cessie, intrekking of restitutie van de vervoerbewijzen en -machtigingen;

3° de beroepsbekwaamheid vereist van de titularissen van een machtiging voor internationaal vervoer; met het oog hierop kan de Koning zijn bevoegdheid aan de Minister overdragen;

4° de bescheiden, erkenningstekens en opschriften op de voertuigen aan te brengen.

Artikel 9.-

Het algemeen reglement bedoeld bij artikel 8 mag eveneens vaststellen :

c) niet of niet meer voldoet aan de voorwaarden gesteld inzake vakbekwaamheid.

Artikel 6.-

De Koning stelt een algemeen reglement voor de uitvoering van deze wet vast.

Dit algemeen reglement bepaalt inzonderheid :

1° de voertuigen en het vervoer die eraan onderworpen zijn;

2° de voorschriften betreffende de draagwijdte, de afgifte, de weigering, de geldigheid, de overdracht, de intrekking, de teruggave van vervoerbewijzen en -vergunningen; de openbaarmaking van hun afgifte, overdracht, intrekking of teruggave;

3° de vakbekwaamheid die van houders van een vergunning voor internationaal vervoer wordt geëist; de Koning kan de bevoegdheid tot het bepalen van deze bekwaamheid aan de Minister overdragen;

4° de op de voertuigen aan te brengen bescheiden, herkenningstekens en opschriften.

Artikel 7.-

Het in artikel 6 genoemde algemeen reglement kan eveneens vaststellen :

.../...

1° de bijzondere technische voorwaarden waaraan de voor het bezoldigd vervoer van zaken gebezigde voertuigen moeten voldoen;

2° de verplichtingen opgelegd inzake benuttiging van het bestuurderspersoneel van deze voertuigen;

3° de verzekeringsvoorwaarden waaraan de zaken die tegen bezoldiging vervoerd worden, onderworpen zijn;

4° de voorschriften inzake prijsvoorwaarden en bescheiden van het bezoldigd vervoer van zaken; met het oog hierop kan de Koning zijn bevoegdheid aan de Minister overdragen;

5° de door de bezoldigde vervoerders van zaken te verstrekken statistische gegevens; met het oog hierop kan de Koning zijn bevoegdheid aan de Minister overdragen;

6° de voorschriften inzake naleving, door de bezoldigde vervoerders van zaken, van de internationale overeenkomsten op het stuk van verkeer en internationaal vervoer, zowel met betrekking tot het vervoer als tot het materieel;

7° het bedrag van de ten bate van de Staat of van de erkende organismen te heffen retributiën tot gehele of gedeeltelijke dekking van de bestuurs-, controle- of toezichtskosten voortvloeiende uit de toepassing van deze wet of van de ter uitvoering ervan genomen reglementen, of de Minister aanwijzen aan wie de Koning daartoe delegatie verleent.

1° de bijzondere technische eisen waaraan voor vervoer van zaken tegen vergoeding gebruikte voertuigen moeten voldoen;

2° de voorwaarden waaronder het personeel dat deze voertuigen bestuurt, mag worden gebezigd;

3° de verzekeringsvoorwaarden waaraan tegen vergoeding te vervoeren zaken onderworpen zijn;

4° de voorschriften inzake prijzen, voorwaarden en bescheiden van het vervoer van zaken tegen vergoeding;

5° de door de vervoerders te verstrekken statistische gegevens;

6° de voorschriften inzake de naleving, door de vervoerders, van de internationale overeenkomsten betreffende verkeer en internationaal vervoer, zowel met betrekking tot het vervoer als tot het materieel;

7° het tarief der ten bate van de Staat of van de erkende instellingen te heffen retributiën tot gehele of gedeeltelijke dekking van de bestuurs-, controle- of toezichtskosten welke aan de toepassing van deze wet of van de ter uitvoering ervan vastgestelde reglementen verbonden zijn.

De Koning kan de hem in 4°, 5° en 7° verleende bevoegdheid aan de Minister overdragen.

.../...

Artikel 10.-

De Koning stelt de overgangsbepalingen vast voor de toepassing van deze wet en van de ter uitvoering ervan genomen besluiten.

De overgangsbepalingen betreffende de toepassing van artikel 5 van deze wet moeten voorzien :

1° de gelijkstelling met het in dat artikel bedoelde vervoerbewijs, van het vervoerbewijs afgeleverd overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 9 mei 1936 houdende algemeen reglement op het vervoer van zaken door middel van motorvoertuigen;

2° de gelijkstelling met de titularis sedert vijf jaar van een in hetzelfde artikel bedoeld vervoerbewijs, van de titularis sedert drie jaar van een beperkte vervoermachtiging, afgeleverd overeenkomstig artikel 11bis van het voormeld koninklijk besluit van 9 mei 1936;

3° de gelijkstelling met de in hetzelfde artikel bedoelde machtiging voor nationaal vervoer, van de machtiging geldig voor het vervoer van alle zaken over gans het grondgebied van het Rijk, afgeleverd overeenkomstig het voormeld koninklijk besluit van 9 mei 1936;

4° de gelijkstelling van de Nationale Maatschappij van Belgische Spoorwegen met een vervoerder die voldoet aan de in littera b van dat artikel gestelde voorwaarden.

Artikel 8.-

De Koning stelt de overgangsbepalingen vast voor de toepassing van deze wet en van de besluiten tot uitvoering ervan.

De overgangsbepalingen betreffende de toepassing van artikel 3 moeten regelen :

1° de gelijkstelling van het vervoerbewijs afgegeven overeenkomstig het bepaalde in het koninklijk besluit van 9 mei 1936 houdende algemeen reglement op het vervoer van zaken door middel van motorvoertuigen, met het in artikel 3 genoemde vervoerbewijs;

2° de gelijkstelling van degene die sedert drie jaar houder is van een beperkte vervoervergunning, afgegeven overeenkomstig artikel 11bis van het koninklijk besluit van 9 mei 1936, met degene die sedert vijf jaar houder is van een in artikel 3 genoemd vervoerbewijs;

3° de gelijkstelling van de vergunning geldig voor het vervoer van alle zaken over gans het grondgebied van het Rijk, afgegeven overeenkomstig het koninklijk besluit van 9 mei 1936, met de in artikel 3 genoemde vergunning voor nationaal vervoer;

4° de gelijkstelling van de Nationale Maatschappij van Belgische Spoorwegen met een vervoerder die voldoet aan de in artikel 3, 2°, gestelde eisen.

.../...

Artikel 11.-

De overtredingen van deze wet en van de ter uitvoering ervan genomen besluiten worden bestraft met een gevangenisstraf van acht dagen tot zes maanden en met geldboete van vijftig frank tot tienduizend frank of met een van die straffen alleen, onverminderd de eventuele schadevergoeding.

Bij recidive binnen twee jaar te rekenen van de veroordeling mag de straf niet kleiner zijn dan het dubbele van de vroeger wegens dezelfde overtreding opgelegde straf.

Hoofdstuk VII en artikel 85 van het Strafwetboek zijn op die overtredingen toepasselijk.

Ingeval echter van veroordeling wegens vervoer van zaken verricht met een voertuig waarvoor geen vervoermachtiging overeenkomstig de bepalingen van deze wet en de uitvoeringsbesluiten ervan afgeleverd werd :

1° mag de straf niet kleiner zijn dan de correctionele straffen;

2° mag de rechter de voorlopige of definitieve verbeurdverklaring bevelen van het voertuig indien het eigendom is van de overtreder of van degene die, willens en wetens, zijn voertuig heeft afgestaan voor het vervoeren van zaken in overtreding van deze wet of van de uitvoeringsbesluiten ervan; ingeval van voorlopige verbeurdverklaring, duidt de rechter de garage aan waar het voertuig aan de ketting zal gelegd worden, op kosten en op risico van de eigenaar.

Artikel 9.-

§1.Overtreding van deze wet en van de besluiten tot uitvoering ervan wordt gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot zes maanden en met geldboete van vijftig frank tot tienduizend frank, of met een van die straffen alleen, onverminderd de eventuele schadevergoeding.

De vrederechters nemen kennis van de in dit artikel bedoelde misdrijven.

De bepalingen van boek I van het Strafwetboek, waaronder ook hoofdstuk VII, en artikel 85, zijn op die misdrijven toepasselijk.

§ 2. Echter, bij veroordeling wegens vervoer van zaken tegen vergoeding, verricht met een voertuig waarvoor geen vervoervergunning overeenkomstig de bepalingen van deze wet en de besluiten tot uitvoering ervan werd afgegeven :

1° mag de straf niet lager zijn dan de correctionele straffen;

2° kan de rechter de verbeurdverklaring of de tijdelijke oplegging van het voertuig bevelen indien het eigendom is van de dader, mededader of medeplichtige van het misdrijf; bij tijdelijke oplegging stelt de rechter vast hoe lang deze zal duren en in welke garage het voertuig, op kosten en op risico van de eigenaar, aan de ketting zal worden gelegd.

.../...

Indien het evenwel een voertuig betreft dat in België werd ingeschreven mag de rechter, in de plaats van de voorlopige verbeurdverklaring, het intrekken van de nummerplaat van het voertuig, voor de door hem vastgestelde duur bevelen; in dit geval moet die plaat aan de door de Koning aangewezen overheid worden ingeleverd onder de voorwaarden en binnen de termijn door hem bepaald;

Gaat het echter om een in België ingeschreven voertuig, dan kan de rechter, in plaats van de tijdelijke oplegging, bevelen dat de nummerplaat van het voertuig wordt ingetrokken voor een duur die hij vaststelt; in dit geval moet die plaat bij de door de Koning aangewezen overheid worden ingeleverd onder de voorwaarden en binnen de termijn die hij bepaalt;

3° de dadingsprocedure vastgesteld bij artikel 166 van het Wetboek van Strafvordering en de wet van 31 mei 1888 op de voorwaardelijke veroordeling zijn niet toepasselijk;

3° zijn artikel 166 van het Wetboek van Strafvordering en artikel 9 van de wet van 31 mei 1888 waarbij de voorwaardelijke invrijheidstelling en de voorwaardelijke veroordelingen in het strafstelsel worden ingevoerd, gewijzigd bij de wet van 14 november 1947, niet toepasselijk;

4° degene te wiens voordele een veroordeling tot schadevergoeding uitgesproken is, heeft op het voertuig, indien het eigendom is van de overtreder of van wie, willens en wetens, zijn voertuig heeft afgestaan voor het vervoeren van zaken in overtreding van deze wet of van de uitvoeringsbesluiten ervan, een voorrecht dat rang inneemt onmiddellijk na dat bedoeld onder nr 5 van artikel 20 van de wet van 16 december 1851.

4° heeft schadevergoeding, toegekend aan de burgerlijke partij, voorrecht op het voertuig dat voor het plegen van het misdrijf heeft gediend, indien het eigendom is van de dader, mededader of medeplichtige van het misdrijf. Dit voorrecht neemt rang in onmiddellijk na het voorrecht bedoeld onder 5° van artikel 20 van de wet van 16 december 1851.

Behalve het onder 2° van de vorige alinea bedoelde geval is de 1ste alinea van artikel 43 van het Strafwetboek niet toepasselijk op de in dit artikel voorziene overtredingen.

§ 3. In afwijking van artikel 43, eerste lid, van het Strafwetboek kan de verbeurdverklaring van het voertuig slechts in het onder 2° van het tegenwoordige artikel bedoelde geval worden uitgesproken wegens overtreding van deze wet.

De vrederechters nemen kennis van de in dit artikel voorziene overtredingen.

In afwijking van artikel 56 van het Strafwetboek mag de straf, in geval van herhaling binnen twee jaar na de veroordeling, niet lager zijn dan het dubbele van de straf die vroeger wegens hetzelfde misdrijf is uitgesproken.

Artikel 12.-

§ 1. De Koning duidt de ambtenaren en beambten aan die, benevens de officieren van de gerechtelijke politie, belast zijn met het toezicht op de uitvoering van deze wet en van de ter uitvoering ervan genomen besluiten.

De bevoegde agenten stellen de overtredingen vast door middel van processen-verbaal die gelden als bewijs, tenzij het tegendeel blijkt, en waarvan afschrift aan de overtreders gestuurd wordt binnen vijf dagen na de vaststelling van de overtredingen.

§ 2. De bevoegde agenten hebben toegang tot elk voertuig waarvoor de bepalingen van deze wet en van de uitvoeringsbesluiten ervan gelden, behalve de uitsluitend voor personenvervoer gebouwde voertuigen.

§ 3. Op vordering van de bevoegde agenten moeten de vervoerders van zaken met voertuigen waarvoor geen vervoerbewijs of -machtiging afgeleverd werd en die overeenkomstig deze wet en haar uitvoeringsbesluiten er niet van vrijgesteld zijn, bewijzen dat de vervoerde zaken hun eigendom of het voorwerp van hun handel, nijverheid of exploitatie zijn.

Artikel 10.-

§ 1. De Koning wijst de ambtenaren en beambten van de overheid aan die, benevens de officieren van gerechtelijke politie, met het toezicht op de uitvoering van deze wet en van de besluiten tot uitvoering ervan belast zijn.

De bevoegde personen stellen de overtreding vast door middel van een proces-verbaal dat bewijskracht heeft tot het tegendeel is bewezen. Een afschrift wordt aan de overtreder gestuurd binnen vijf dagen na de vaststelling van de overtreding.

§ 2. De bevoegde personen hebben toegang tot enig voertuig waarvoor de bepalingen van deze wet en van de besluiten tot uitvoering ervan gelden, behalve tot uitsluitend voor personenvervoer gebouwde maar voor het vervoer van zaken tegen vergoeding gebruikte voertuigen.

§ 3. Vervoerders van zaken met voertuigen waarvoor geen vervoerbewijs of vergunning is afgegeven en die daarvan niet zijn vrijgesteld overeenkomstig deze wet en de besluiten tot uitvoering ervan, moeten op vordering van de bevoegde personen bewijzen, dat de vervoerde zaken hun eigendom of het voorwerp van hun handel, nijverheid of bedrijf zijn.

.../...

§ 4. Bij een behoorlijk vastgestelde overtreding mogen de bevoegde agenten, op de kosten en op risico van de eigenaar beslag leggen op het voertuig waarmede de overtreding gepleegd werd.

§ 5. De bevoegde agenten mogen de bestuurders verplichten hun voertuig te ontladen van het gewicht dat het hoogste toegelaten nuttig laadvermogen te boven gaat.

Bij twijfel omtrent het gewicht van de lading mogen de bevoegde agenten alle nodige verificatie doen en moet de bestuurder hiertoe zijn medewerking verlenen, zonder dat die verificatie meer dan twee uur vertraging mag veroorzaken.

Weigert de bestuurder tot de verificatie te laten overgaan, zijn medewerking ertoe te verlenen of het vastgestelde overgewicht te ontladen, dan wordt het voertuig op de kosten en op risico van de overtreder opgehouden.

§ 6. De leden van de Rijkswacht en van de politie moeten de bevoegde agenten bijstand verlenen.

Artikel 13.-

Worden opgeheven :

1° het koninklijk besluit nr 248 van 5 maart 1936 houdende regeling van het vervoer van zaken door middel van motorvoertuigen, gewijzigd door de besluitwet van 14 februari 1946 en door de wet van 20 december 1957.

§ 4. Bij behoorlijk vastgestelde overtreding kunnen de bevoegde personen op kosten en op risico van de eigenaar beslag leggen op het voertuig waarmede zij werd gepleegd.

§ 5. De bevoegde personen kunnen de bestuurder van het voertuig verplichten tot het uitladen van het gewicht dat het hoogste toegelaten nuttig laadvermogen te boven gaat.

Bij twijfel omtrent het gewicht van de lading kunnen de bevoegde personen alle nodige verificatie doen en moet de bestuurder hieraan medewerken, zonder dat die verificatie meer dan twee uur vertraging mag veroorzaken.

Weigert de bestuurder de verificatie te laten doen, eraan mede te werken of het vastgestelde overwicht uit te laden, dan wordt het voertuig op kosten en op risico van de overtreder opgehouden.

§ 6. Leden van Rijkswacht en politie moeten de bevoegde personen bijstand verlenen.

Artikel 11.-

Opgeheven worden :

1° het koninklijk besluit nr 248 van 5 maart 1936 houdende regeling van het vervoer van zaken door middel van motorvoertuigen, gewijzigd bij de besluitwet van 14 februari 1946 en bij de wet van 20 december 1957;

.../...

2° het koninklijk besluit van 9 mei 1936 houdende algemeen reglement betreffende het vervoer van zaken door middel van motorvoertuigen, gewijzigd door het besluit van de Regent van 5 februari 1946 en door de koninklijke besluiten van 12 mei 1951, 20 juli 1954, 31 october 1957 en 21 november 1958.

Artikel 14.-

Deze wet wordt bij koninklijk besluit in werking gesteld uiterlijk op 1 januari 1961.

Gegeven te

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Verkeerswezen,

2° het koninklijk besluit van 9 mei 1936 houdende algemeen reglement betreffende het vervoer van zaken door middel van motorvoertuigen, gewijzigd bij de besluiten van de Regent van 5 februari 1946 en bij de koninklijke besluiten van 12 mei 1951, 20 juli 1954, 31 oktober 1957 en 21 november 1958.

Artikel 12.-

Deze wet treedt 1 januari 1961 in werking.

De Koning kan haar op een vroegere datum in werking stellen.

Gegeven te

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Verkeerswezen,

a chambre était composée de

essieurs : J. SUETENS, premier président,
e Heren : eerste-voorzitter,

L. MOUREAU, conseillers d'Etat,
G. HOLOYE, raadsheren van State,

A. BERNARD, assesseurs de la section de législation,
Ch. VAN REEPINGHEN, bijzitters van de afdeling wetgeving,

C. ROUSSEAUX, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUETENS.

Le rapport a été présenté par M. A. DEPONDT, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. DEPONDT, auditeur.

E GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) C. ROUSSEAUX.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) J. SUETENS.